



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Office fédéral de l'environnement OFEV / division Forêts

Géodonnées de base

Documentation relative au modèle

Autorisation d'exploiter le bois

(version 1.0)

Berne, le 20.12.2024

Identificateur officiel	Autorisation d'exploiter le bois Identificateur pas encore défini
ComInfoS	<ul style="list-style-type: none">- Reinhard Michael (OFEV)- Alfred Kammerhofer (OFEV)- Achim Schafer (OFEV)- Dominik Angst (OFEV)- Jacqueline Bütikofer- Christian Luginbühl (HIS)- Sandra Burlet (Lignum)- Paolo Camin (ForêtSuisse)- Didier Wuarchoz (La Forestière)- Torben Claas (BE)- Beat Fritsche (AR)- Bruno Rösli (LU)- Jean Rosset (VD)- Kurt Hollenstein (ZH)- Thomas Abt (CFP)- Martin Howald (SwissKrono)- KGK
Responsable ComInfoS	Achim Schafer (OFEV)
Modélisation	Dominik Angst (OFEV)
Date	20.12.2024
Version	1.0

Suivi des modifications

Version	Description	Date
1.0	Première version du modèle de données	20.12.2024

Table des matières

1.	Introduction	1
2.	Objectif	3
2.1.	Définition d'une autorisation d'exploiter le bois	3
2.2.	Autorisations d'exploiter le bois et coordonnées géographiques : but et procédure	3
2.3.	Quelles informations sont publiées et comment ?	4
2.4.	Termes et définitions tirés de la LGéo (à titre d'information)	4
3.	Description du modèle	6
3.1.	Contenus	6
3.2.	Mise à jour	6
3.3.	Multilinguisme	6
3.4.	Archivage	6
3.5.	Surfaces avec autorisation d'exploiter le bois	6
3.6.	Croquis	8
4.	Structure du modèle : modèle de données conceptuel	9
4.1.	Représentation graphique (diagramme de classes UML)	9
4.2.	Catalogue d'objets	10
5.	Représentation des données	13
5.1.	Bases	13
5.2.	Légende	13
5.3.	Transparence	13
5.4.	Exemple	13
5.5.	Carte d'arrière-plan	14
6.	Modèle de données au format INTERLIS 2	15
	Annexe A : glossaire	15
	Annexe B : bibliographie	16

1. Introduction

Objectif du document

Le présent document décrit le modèle de données « Autorisation d'exploiter le bois : fonction de la forêt – exploitation ». Ce modèle de géodonnées conceptuel sert de standard pour l'échange de géodonnées relatives aux autorisations d'exploiter le bois. Le modèle de données INTERLIS et le format de transfert INTERLIS permettent un échange de données indépendamment de tout système.

Bases

En vertu de l'art. 21 de la loi du 4 octobre 1991 sur les forêts (LFor, RS 921.0), tout abattage d'arbres en forêt est soumis à l'autorisation du service forestier cantonal. Les dispositions de l'Union européenne (UE) concernant l'exportation de bois en provenance de la Suisse (supposée être un pays de production à faible risque) exigent ce qui suit :

en vertu de l'art. 8 du règlement (UE) n° 2023/1115 (appelé ci-après « RDUE »), le preneur européen doit exercer une diligence raisonnable. Il doit par ailleurs remplir les exigences visées à l'art. 9 RDUE, dans le cadre d'une diligence raisonnable simplifiée pour les produits du bois en provenance de Suisse ;

l'art. 9, al. 1, RDUE exige des opérateurs européens qu'ils recueillent des informations, documents et données attestant de la conformité des produits en cause à l'art. 3 RDUE, c'est-à-dire attestant notamment qu'ils sont zéro déforestation (et, pour le bois, zéro dégradation des forêts ; art. 3, al. 1) et qu'ils ont été produits conformément à la législation pertinente du pays de production (art. 3, al. 2). À cette fin, les opérateurs européens recueillent et organisent **les informations suivantes, accompagnées d'éléments probants** :

a) une description, y compris le nom commercial et le type des produits en cause ainsi que, dans le cas de produits en cause contenant du bois ou fabriqués avec du **bois**, le **nom commun des essences et leur nom scientifique complet** ; la description du produit comprend la liste des produits de base en cause ou des produits en cause qu'il contient ou qui sont utilisés pour le fabriquer ;

-> Dans la mesure du possible, l'indication des espèces de bois faciliterait le travail des preneurs.

b) la **quantité** des produits en cause ; pour les produits en cause entrant sur le marché ou quittant le marché, la quantité doit être exprimée en kilogrammes de masse nette et, le cas échéant, dans l'unité supplémentaire figurant à l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, en regard du code du système harmonisé concerné ; dans tous les autres cas, la quantité doit être exprimée en masse nette ou, le cas échéant, en volume net ou en nombre d'articles ; une unité supplémentaire est applicable lorsqu'elle est définie de manière cohérente pour toutes les sous-positions possibles du code du système harmonisé visé dans la déclaration de diligence raisonnable ;

-> Le volume de récolte autorisé doit être saisi.

c) le **pays de production** et, le cas échéant, les **parties de ce pays** ;

-> Le pays de production (CH) et le canton doivent être saisis.

d) la **géolocalisation de toutes les parcelles sur lesquelles ont été produits les produits de base en cause que contient le produit en cause**, ou à partir desquels le produit en cause a été fabriqué, **ainsi que la date ou la période de production** ;

lorsqu'un produit en cause contient des produits de base en cause, ou a été fabriqué à partir de produits de base en cause, produits sur différentes parcelles, la géolocalisation de toutes les parcelles est indiquée ; toute déforestation ou dégradation des forêts dans les parcelles considérées empêche automatiquement tous les produits de base en cause et tous les produits en cause issus de ces parcelles d'être mis sur le marché ou mis à disposition sur le marché, ou d'être exportés ;

-> dans le format imposé par l'UE

e) le nom, l'adresse postale et l'adresse électronique de toute entreprise ou personne auprès de laquelle ils se sont fournis en produits en cause ;

-> Le preneur européen peut remplir cette exigence grâce aux indications dans sa correspondance commerciale habituelle.

f) le nom, l'adresse postale et l'adresse électronique de toute entreprise, opérateur ou commerçant auquel des produits en cause ont été fournis ;

-> Le preneur européen peut remplir cette exigence grâce aux informations dans sa correspondance commerciale habituelle.

g) des **informations suffisamment concluantes et vérifiables** attestant que les produits en cause sont **zéro déforestation (et, pour le bois, zéro dégradation des forêts)** ;

-> Une confirmation par le canton serait la bienvenue.

h) des **informations suffisamment concluantes et vérifiables** attestant que les produits de base en cause ont été produits **conformément à la législation pertinente du pays de production**, notamment tout accord conférant le droit d'utiliser la zone concernée aux fins de la production du produit de base en cause.

-> Des informations sur les autorisations d'exploiter le bois seraient nécessaires de la part des cantons.

L'exploitation du bois est un pilier important de la gestion durable des forêts en Suisse. En 2022, les exportations de bois suisse (champ d'application du RDUE) ont atteint 2,7 millions de tonnes ; à lui seul, le marché européen a importé 94 % de ce volume. La valeur totale des exportations de bois suisse a atteint 2,7 milliards de francs ; le marché européen a importé 70 % de cette valeur. Pour que la fonction de la forêt « exploitation du bois » ne soit pas menacée, il faut que l'accès au marché européen soit garanti.

La légalité de la récolte, de même que l'absence de déforestation et de dégradation des forêts, peuvent être attestées par les informations uniformes contenues dans les autorisations d'exploiter et leur référence aux coordonnées géographiques des parcelles. Ces nouvelles exigences de l'UE peuvent ainsi être remplies en globalité et de manière uniforme.

L'harmonisation des données fournies par les cantons est opportune en ce qu'elle garantit que les informations requises pour les exportations sont mises à disposition dans une forme correcte et avec une unité de volume et de format. En cas de besoin, cette procédure permet en outre aux preneurs européens de vérifier les données sur une plateforme gérée par les autorités suisses.

2. Objectif

2.1. Définition d'une autorisation d'exploiter le bois

Définition d'une autorisation d'exploiter le bois

Une autorisation d'exploiter le bois telle que visée à l'art. 21 LFo est une autorisation de police au sens du droit administratif.

Les propriétaires de forêts peuvent se prévaloir du droit à obtenir une telle autorisation s'ils remplissent les conditions fixées par la loi (cf. Häfelin / Müller / Uhlmann, Verwaltungsrecht, n° 1958 ss). Selon le canton, la législation cantonale sur les forêts peut aussi définir des critères d'octroi (généralement sous la forme de charges et de conditions) ou, à l'inverse, des critères de refus. Dans quelques actes législatifs cantonaux, il est précisé par ailleurs que les autorisations d'exploiter le bois peuvent être assorties de charges et de conditions et qu'elles doivent être limitées dans le temps (art. 27, al. 1, de l'ordonnance du canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures du 15 juin 1998 relative à la loi d'introduction de la LFo [VEGWaG] ; art. 32, al. 3, de l'ordonnance du canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures du 9 décembre 1996 relative à la loi cantonale sur les forêts [kWaV] ; art. 42, al. 2, du règlement du canton de Fribourg du 11 décembre 2001 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles [WSR] ; art. 29, al. 3, de l'ordonnance du canton de Schaffhouse du 25 novembre 1997 sur les forêts [KWaG] ; art. 27, al. 1, de l'ordonnance du canton d'Uri du 13 novembre 1996 sur les forêts [KWV] ; art. 24, al. 1, de la loi du canton du Valais du 14 septembre 2011 sur les forêts et les dangers naturels [LcFDN]).

Afin de répondre aux exigences du RDUE, les produits doivent être

- zéro déforestation,
- zéro dégradation des forêts,
- légaux (autorisés),
- associés à une parcelle et
- bornés dans le temps,
- toutes ces informations devant être vérifiables.

2.2. Autorisations d'exploiter le bois et coordonnées géographiques : but et procédure

Autorisation d'exploiter le bois

La création d'un jeu de données relatif à une autorisation d'exploiter le bois doit s'appuyer sur les données cantonales y afférentes. Il s'agit de récupérer d'une part les informations minimales requises par l'UE qui figurent dans l'autorisation et, d'autre part, les coordonnées géographiques de la parcelle avec son numéro de parcelle. Les éléments nécessaires pour apporter la preuve d'une récolte légale doivent être associés de manière anonyme à la parcelle et aux coordonnées géographiques.

- Le but est de disposer, pour chaque parcelle, d'une information sur les autorisations délivrées, avec le niveau de détail requis et selon des critères harmonisés. Outre l'autorisation de l'autorité compétente (p.ex. délivrée, par, contact, date, référence) et les coordonnées géographiques (E-GRID, coordonnées géographiques et polygone), cette information doit aussi comprendre une date ou une période de récolte. Afin que les informations puissent être vérifiées par les preneurs européens, comme cela est exigé, ces données doivent être accessibles au public sur une plateforme gérée par les autorités (www.geodienste.ch).

Coordonnées géographiques

Les données fournies par les cantons doivent se référer à la mensuration nationale MN95+. Les coordonnées géographiques doivent pouvoir être exportées conformément au système géodésique mondial WGS 84, avec le système de projection EPSG:4326, et elles doivent correspondre à la description du format GeoJSON de l'UE¹.

2.3. Quelles informations sont publiées et comment ?

Publication des données

À l'avenir, les géodonnées seront accessibles au public conformément au présent modèle de géodonnées minimal (MGDM). La plateforme www.geodienste.ch se prête à une telle publication.

Comme la date de publication est un élément qui a son importance, les cantons peuvent décider eux-mêmes de la date à laquelle sont publiées les autorisations qu'ils délivrent. Une publication immédiate n'est pas obligatoire. Dans tous les cas, les données doivent toutefois être disponibles avant une possible exportation, c'est-à-dire être publiées dans les plus brefs délais après la récolte effective.

2.4. Termes et définitions tirés de la LGéo (à titre d'information)

Le présent document utilise plusieurs termes définis à l'art. 3 de la loi du 5 octobre 2007 sur la géoinformation (LGéo, RS 510.62)²

:

géodonnées

Données à référence spatiale qui décrivent l'étendue et les propriétés d'espaces et d'objets donnés à un instant donné, en particulier la position, la nature, l'utilisation et le statut juridique de ces éléments (exemples : cartes routières numériques, liste d'adresses des calculateurs d'itinéraires).

géodonnées de base

Géodonnées qui se fondent sur un acte législatif fédéral, cantonal ou communal (exemples : mensuration officielle, plan de zone à bâtir, inventaire des hauts-marais).

modèle de géodonnées

Représentation de la réalité fixant la structure et le contenu de géodonnées indépendamment de tout système.

¹ [The Deforestation Due Diligence Registry - European Commission \(europa.eu\)](http://TheDeforestationDueDiligenceRegistry-EuropeanCommission.europa.eu)

² [Art. 3 de la LGéo](#)

modèle de géodonnées
minimal
(MGDM)

Dans le cadre de l'harmonisation visée, les services spécialisés de la Confédération doivent prescrire des modèles de géodonnées minimaux pour leurs géodonnées de base relevant du droit fédéral et y fixer la structure et le degré de spécification du contenu (art. 9, al. 1, de l'ordonnance du 21 mai 2008 sur la géoinformation, RS 510.620). Ces MDGM satisfont à l'exigence d'un équilibre judicieux entre une minimisation de la charge de travail et une maximisation de l'intérêt et constituent en outre un lien indispensable entre la pratique et l'informatique, dans l'optique d'une modélisation en phase avec la réalité du terrain.

3. Description du modèle

3.1. Contenus

Modèle

Les autorisations d'exploiter le bois sont saisies par les cantons sur la base des critères harmonisés définis dans le présent document. Les informations fournies grâce à ce modèle de données sont d'une part la désignation de la localisation au moyen d'un polygone et, d'autre part, les éléments de l'autorisation qui sont requis. En plus du polygone, le modèle prend donc en considération d'autres informations ou attributs en lien avec l'autorisation.

3.2. Mise à jour

Les cantons mettent à jour les données de sorte qu'elles soient disponibles à temps pour l'exportation du bois récolté en Suisse. Comme les données ne sont nécessaires qu'après la récolte du bois, leur publication peut être échelonnée ou différée dans le temps. Les données doivent être tenues à jour et couvrir une période maximale de six années.

3.3. Multilinguisme

Les données doivent être disponibles dans une langue nationale ainsi qu'en anglais. La documentation relative au modèle et son catalogue d'objets sont également disponibles en allemand, en italien et en anglais.

3.4. Archivage

En principe, l'archivage est la tâche des cantons. Toutefois, comme les anciennes données conservent pleinement leur validité, leur disponibilité durable reste assurée jusqu'à nouvel ordre.

Classe « autorisation d'exploiter le bois »

3.5. Surfaces avec autorisation d'exploiter le bois

Surface

L'aire forestière « exploitation du bois avec autorisation » est saisie au moyen d'un polygone et d'un ou plusieurs numéros de parcelle.

E-GRID

Grâce aux numéros E-GRID des parcelles correspondantes, les polygones existants issus des systèmes cantonaux peuvent être associés à l'autorisation de manière pseudo-anonyme et être préparés au format GeoJSON.

Pays de production

Le pays de production est la Suisse. La saisie de cette information permet une transmission automatique vers le système européen.

Propriétaire des données

Le responsable des données est le canton concerné. L'indication du canton permet aussi d'extraire du jeu de géodonnées certains ensembles régionaux.

Commune

La commune est l'unité géographique permettant un regroupement d'autorisations dans un secteur. Le numéro de la commune est attribué par l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Territoire

Répartition cantonale des autorités forestières.

Autorité d'octroi

L'adresse postale de l'autorité qui délivre l'autorisation permet aux preneurs européens ou aux autorités d'exécution de contacter directement cette autorité pour obtenir des réponses à leurs questions. Cette indication est un gage de légitimité pour l'autorisation délivrée et un gage de crédibilité pour les autres indications.

Autorisé le jour

La date « autorisé le » (date de début) permet de remplir l'exigence de l'UE concernant la date de récolte et de vérifier automatiquement si la récolte est zéro déforestation – par rapport à la date butoir de l'UE fixée au 31 décembre 2020.

Autorisé jusqu'à

La date « jusqu'à » (date de fin) permet de remplir l'exigence de l'UE concernant la date de récolte et de vérifier automatiquement si la récolte est zéro déforestation – par rapport à la date butoir de l'UE fixée au 31 décembre 2020.

Quantité autorise total

La quantité totale autorisée, exprimée en m³, permet au preneur européen de vérifier facilement la plausibilité de la quantité de produit qu'il a achetée, comme l'y oblige le RDUE.

Confirmation légalité

La confirmation par le canton que la quantité de bois autorisée est légale, zéro dégradation des forêts et zéro déforestation facilite la vérification obligatoire de ces informations par le preneur européen. Si besoin, ce dernier peut aussi consulter la plateforme afin de vérifier les données du fournisseur suisse.

Espèce bois general (information facultative)

Le fait de préciser s'il s'agit de feuillus, de conifères ou des deux espèces de bois permet une saisie similaire à celle des relevés de la statistique forestière.

Quantité autorisation essence (information facultative)

La quantité par espèce de bois est une information qui, si elle est saisie, permet au preneur européen de vérifier plus facilement la plausibilité de la quantité contenue dans son produit.

Espèce autorisée 1 (information facultative)

L'indication de l'espèce de bois est obligatoire dans le système d'information de l'UE. Elle peut être saisie manuellement à partir des données d'exportation, soit par l'exportateur soit par le preneur européen. Néanmoins, une liste des espèces de bois autorisées serait utile pour pouvoir transmettre cette information de manière automatisée.

Espèce autorisée latin 1 (information facultative)

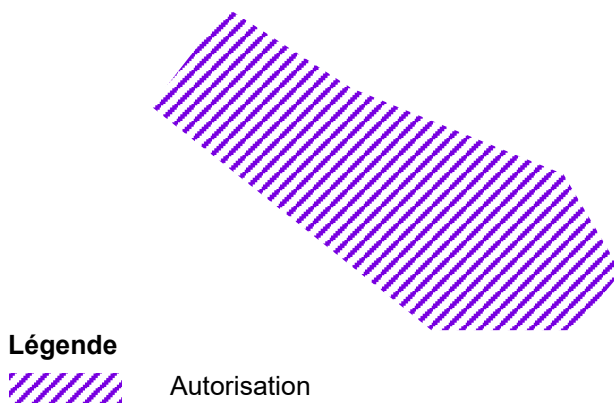
Dans le système d'information de l'UE, l'espèce de bois doit être désignée par son nom latin également.

Référence cantonale

La référence cantonale (p. ex. numérotation des autorisations d'exploiter le bois) permet aux cantons de disposer d'une certaine structure. En outre, elle est nécessaire pour saisir proprement une autorisation relative à plusieurs parcelles.

3.6. Croquis

Le croquis ci-après (exemple) montre un polygone localisant une autorisation d'exploiter le bois.

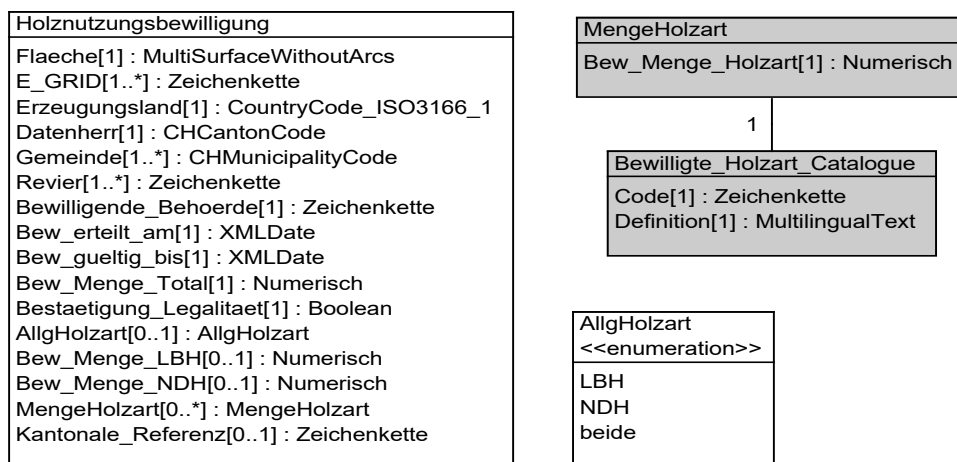


4. Structure du modèle : modèle de données conceptuel

Diagramme de classes

4.1. Représentation graphique (diagramme de classes UML)

La figure ci-après montre le diagramme UML (*Unified Modeling Language*) spécifique aux autorisations d'exploiter le bois.



4.2. Catalogue d'objets

Classe « autorisation d'exploiter le bois »

Propriété (attribut)	Explication des propriétés	Désignation UE	Type de données	Exemple	Remarque	Caractère
Surface	Superficie du terrain ou partie de celle-ci	Geometry, type	MultiSurface	„surface“	Cette surface peut comprendre un ou plusieurs polygones. Chaque canton saisit les autorisations pour la surface autorisée. Cette surface peut aussi être un agrégat de plusieurs parcelles ou surfaces.	obligatoire
E-GRID	Identification fédérale des immeubles	ProducerName, ProductionPlace	TEXT*50	CH787701897777	(évent. plusieurs ?) Le numéro E-GRID est requis pour les attributs ProducerName et ProducerPlace. Il permet de transmettre les informations de manière anonyme. Tous les numéros E-GRID contenus dans une surface doivent être saisis.	obligatoire
Pays de production	Suisse	ProducerCountry	CountryCode_ISO3 166_1	CH		obligatoire
Propriétaire des données	Nom du canton		CHCantonCode	BE		obligatoire
Commune	Numéro de commune		CHMunicipalityCode	5586	Numéro attribué par l'OFS. Il est possible de saisir plusieurs numéros de commune.	obligatoire
Territoire	Désignation du territoire		Texte [10]	7	Il est possible de saisir plusieurs numéros de territoire.	obligatoire
Autorité_d'octroi	Adresse de l'autorité qui délivre l'autorisation		Texte	Office des forêts 3003 Berne		obligatoire

Autorisé_le_jour	Date de la décision officielle d'autorisation d'exploitation forestière		Date	02.04.2024		obligatoire
Autorisé_jusqu'à	Date de fin de la décision de l'autorisation d'exploiter le bois		Date	02.04.2025		obligatoire
Quantité_autorise_total	Quantité en m ³		Nombre	150		obligatoire
Confirmation_légalité	Le canton confirme la légalité et l'absence de déforestation et de dégâts aux forêts		Vrai / Faux	Vrai	Évent. case à cocher (True / False)	obligatoire
Espèce_bois_general	Sélectionner s'il s'agit de feuillus, de conifères ou des deux		Liste des valeurs	Feuillus	Si, dans un canton, les autorisations indiquent seulement qu'il est possible d'exploiter des feuillus ou des conifères mais ne désignent pas une espèce de bois spécifique, celle-ci peut être sélectionnée ici. Valeurs possibles : - feuillus - conifères - les deux	facultatif
Espèce_bois_feuillus	Quantité de bois de feuillus autorisée		Nombre (unité : m ³)	50	Si les deux espèces de bois sont autorisées, la quantité de feuillus autorisée peut être indiquée ici.	facultatif
Espèce_bois_conifères	Quantité de bois de conifères autorisée		Nombre (unité : m ³)	50	Si les deux espèces de bois sont autorisées, la quantité de conifères autorisée peut être indiquée ici.	facultatif
Quantité_espèce_bois	Indication de l'espèce de bois autorisée et de la		STRUCTURE (classe auxiliaire)			facultatif

OFEV 2024		Planification forestière – Autorisation d'exploiter le bois			12	
	quantité autorisée correspondante					
Référence_cantonale	Référence cantonale (numéro), si nécessaire		Texte [30]	BE-1715_01	Permet un classement dans les systèmes cantonaux	facultatif

Structure Quantité_espèce_bois (classe auxiliaire)

Cette structure peut être utilisée pour indiquer quelle quantité de quelle espèce de bois a été autorisée. Cette information dans son ensemble est facultative (voir l'attribut « quantité_espèce_bois » de la classe « autorisation d'exploiter le bois » dans laquelle la structure est utilisée). Toutefois, s'il est décidé de collecter cette information, l'espèce de bois et la quantité correspondante doivent obligatoirement être saisies.

Propriété (attribut)	Explication des propriétés	Désignation UE	Type de données	Exemple	Remarque	Caractère
Quantité_autorisation_essence	Quantité autorisée pour l'espèce de bois		Nombre (unité : m³)	50		obligatoire
Espèce_autorisée	Espèce de bois autorisée		Liste des valeurs	Épicéa		obligatoire

5. Représentation des données

Représentation

5.1. Bases

La base de données est formée par un jeu de polygones. Les indications ci-après sont des recommandations pour la représentation sur des cartes en ligne, p. ex. sur map.geo.admin.ch.

5.2. Légende

La surface couverte par une autorisation d'exploiter le bois est représentée en marron clair. Pour le niveau de zoom 1 : 24 999 ou un niveau plus détaillé, la représentation est hachurée.

Valeur sRGB	Valeur HSV
#cd853f	205°, 133, 63

5.3. Transparence

Nous recommandons un layer à demi transparent (opacité : 50 %).

Exemple

5.4. Exemple

Exemple d'une représentation pour map.geo.admin.ch :



Représentation hachurée pour le niveau de zoom 1 : 24 999 ou un niveau plus détaillé :



5.5. Carte d'arrière-plan

Comme arrière-plan, il est recommandé d'utiliser une carte nationale en niveaux de gris.

6. Modèle de données au format INTERLIS 2

Annexe A : glossaire

OFEV	Office fédéral de l'environnement
IFDG	Infrastructure fédérale de données géographiques
CHBase	Modules de base de la Confédération
geocat.ch	Catalogue de métadonnées pour l'ensemble des géodonnées suisses
LGéo	Loi du 5 octobre 2007 sur la géoinformation (RS 510.62)
OGéo	Ordonnance du 21 mai 2008 sur la géoinformation (RS 510.620)
GeoTIFF	Standard permettant d'ajouter des informations de géoréférencement (coordonnées, fraction d'image, projection cartographique) dans un fichier TIFF (format de fichier pour l'enregistrement de données d'image), en plus des données raster visibles
GCS	Organe de coordination de la géoinformation au niveau fédéral
TSV	Système de gestion des couleurs permettant de définir la couleur au moyen de trois composantes : la teinte, la saturation et la valeur de brillance (angl. <i>Hue Saturation Value</i> , HSV)
INTERLIS	Langage, indépendant de tout système, permettant la modélisation de données ; voir aussi www.interlis.ch/fr
MGDM	Modèle de géodonnées minimal
INDG	Infrastructure nationale de données géographiques
Opacité	Propriété consistant à ne pas laisser passer la lumière (contraire : transparence) ; l'opacité d'une couleur est donnée sur une échelle allant de 0 (complètement transparent) à 1 (complètement opaque)
RVB	Système de gestion des couleurs permettant de reconstituer une couleur par la synthèse additive des trois couleurs primaires rouge, vert et bleu (angl. <i>Red Green Blue</i> , RGB)
Topic	Dénomination usuelle d'un « thème » dans le jargon INTERLIS ; un topic sert à regrouper des classes de même contenu dans INTERLIS
UML	(angl. <i>Unified Modeling Language</i>) Langage unifié de modélisation graphique utilisé pour la spécification, la construction et la documentation de parties de logiciels et d'autres systèmes

Annexe B : bibliographie

[Règlement \(UE\) 2023/1115 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 relatif à la mise à disposition sur le marché de l'Union et à l'exportation à partir de l'Union de certains produits de base et produits associés à la déforestation et à la dégradation des forêts, et abrogeant le règlement \(UE\) n° 995/2010 \(europa.eu\)](#)

[The Information System of the Deforestation Regulation - European Commission](#)